Une résolution en vue du déploiement d'une police onusienne au Burundi

UN News Centre, 2 avril 2016 Burundi : le Conseil de sécurité demande des options pour le déploiement d'une présence de police onusienne Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité vendredi une résolution priant le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, de lui présenter des options, en vue du déploiement d'une présence de police onusienne au Burundi. Dans cette résolution, le Conseil exprime sa profonde préoccupation face à la violence au Burundi, à la persistance de l'impasse politique dans le pays et aux conséquences humanitaires qui en découlent.

Le Conseil condamne fermement toutes les violations des droits de l'homme au Burundi, quels qu'en soient les auteurs, y compris les exécutions sommaires, les violences sexuelles liées à la crise politique, les actes de torture, les arrestations et détentions arbitraires, les actes de harcèlement et d'intimidation commis contre les organisations de la société civile et les journalistes, et la restriction des libertés fondamentales, ainsi que le recours aveugle aux attaques à la grenade, particulièrement contre des civils. S'il prend note des informations signalant une diminution du nombre de meurtres, le Conseil fait part de son inquiétude face aux rapports faisant état de la multiplication des disparitions et des actes de torture. Le Conseil exhorte le gouvernement burundais et toutes les parties à rejeter toute forme de violence et condamne toute déclaration publique incitant à la violence ou à la haine. Il exige de toutes les parties au Burundi qu'elles s'abstiennent de tout acte qui mettrait en péril la paix et la stabilité dans le pays. Les 15 membres exhortent également le gouvernement burundais à respecter, protéger et garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et à adhérer à l'état de droit. Le Conseil exhorte en outre le gouvernement burundais à honorer d'urgence les autres engagements qu'il a annoncés le 23 février 2016, à l'occasion de la visite effectuée par le Secrétaire général de l'ONU dans le pays, et à étendre ces mesures à d'autres médias et détenus politiques. Le Conseil exhorte le gouvernement burundais et toutes les parties prenantes attachées à une solution pacifique à coopérer pleinement avec la médiation et la facilitation menées par la Communauté d'Afrique de l'Est, afin de convenir de toute urgence d'un calendrier et d'une liste de participants en vue d'un dialogue interburundais véritable et inclusif. Le Conseil prie le Secrétaire général, grâce aux bons offices de son Conseiller spécial pour la prévention des conflits, y compris au Burundi, Jamal Benomar, de soutenir le dialogue interburundais et d'aider à l'ouverture avec la médiation et la facilitation menées par la Communauté d'Afrique de l'Est et approuvées par l'Union africaine. Le Conseil demande aux États de la région de concourir à la recherche d'une solution à la crise au Burundi et de s'abstenir de soutenir les activités des mouvements armés de quelque façon que ce soit. Il exprime son intention d'envisager des mesures contre tous les acteurs, au Burundi et à l'étranger, dont les actions et les déclarations jouent pour beaucoup dans la perpétuation de la violence et entravent la quête d'une solution pacifique. En conséquence, le Conseil prie le Secrétaire général d'affermir l'engagement des Nations Unies au Burundi en renforçant l'équipe de M. Benomar, de façon à aider avec le gouvernement burundais et d'autres parties prenantes concernées en faveur du dialogue interburundais. A cet égard, le Conseil prie M. Ban de présenter, en consultation avec le gouvernement burundais et en coordination avec l'Union africaine, dès que possible et au plus tard dans les 15 jours, des options en vue du déploiement d'une présence de police pour renforcer la capacité des Nations Unies de surveiller les conditions de sécurité, de promouvoir le respect des droits de l'homme et de faire progresser l'état de droit.